Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2007)

Heft: 1757

Artikel: L'industrie pharmaceutique, fragile colosse et mauvais samaritain : diagnostic financier et diagnostic politique concordent

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024496

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les collectivités et entreprises publiques peuvent ainsi externaliser la dette engendrée par la réalisation de grands projets et repousser les échéances financières au moins jusqu'à la mise en service. La préparation du contrat pour la remise d'un équipement clés en mains implique de la part du partenaire public une réflexion préalable approfondie, en vue de définir les objectifs et les contraintes imposables au partenaire privé. Une clarification éminemment utile, trop souvent négligée par les mandants au moment d'élaborer un dossier d'appel à candidatures ou de formulation de contrat. *"Même si on renonce à un financement en partenariat, l'analyse du PPP procurera des leçons utiles"* a déclaré lors du colloque OuestRail Klaus Schwaar, sous-directeur à l'Aministration fédérale des finances, qui a par ailleurs avoué que la Confédération n'avait pratiquement pas d'expérience en matière de PPP.

Les possibilités offertes par le PPP ne suffisent pas à surmonter les résistances qu'il fait naître à gauche et dans l'opinion en général. Du coup, chaque fois qu'ils flairent le risque de privatisation, les citoyens de Suisse réaffirment leur attachement à la propriété publique des infrastructures. Les Chambres ont refusé l'aliénation de Swisscom tout comme les Suisses ont dit non à la première version de la loi sur l'électricité. Dans les cantons, la transformation des services électriques en sociétés anonymes a été systématiquement refusée, tout comme dans le canton de Vaud la privatisation de la Banque cantonale ou l'autonomisation du Service des automobiles et de la navigation.

Mais peut-être que la méfiance d'inspiration idéologique n'explique pas seule le sous-développement relatif du PPP en Suisse. Car dans ce pays, en dépit de leurs continuels gémissements de commande, les collectivités semblent toujours mieux en mesure de boucler leurs budgets d'investissement. Si bien qu'elles parviennent à financer elles-mêmes leurs propres projets, le cas échéant au prix d'un endettement considéré comme supportable. Pour autant bien sûr qu'elles aient la taille voulue et ne cèdent pas à la tentation de réduire leurs ressources fiscales.

L'industrie pharmaceutique, fragile colosse et mauvais samaritain

Diagnostic financier et diagnostic politique concordent

Jean-Daniel Delley (23 novembre 2007)

L'industrie pharmaceutique, un fleuron de l'économie suisse. Tous les indicateurs semblent corroborer cette appellation flatteuse: 32'000 emplois bien rémunérés, 5% du produit intérieur brut, 70% de la valeur des exportations, un marché mondial qui pourrait tripler d'ici 2020 sous l'influence du vieillissement de la population, de l'élévation du niveau de vie des pays émergents et du réchauffement climatique qui va réveiller des maladies oubliées.

Pourtant l'avenir des pharmaceutiques n'est guère radieux, en Suisse comme dans le monde. C'est la conclusion à laquelle aboutit une récente étude du cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers. Depuis le début du siècle, les valeurs boursières de cette industrie patinent. Car le pipeline des médicaments nouveaux est pratiquement vide, alors 90% du chiffre d'affaires des grandes sociétés de la branche provient de la vente de produits vieux de cinq ans et plus et que se rapproche l'échéance des brevets sur les fameux *«blockbusters»*, ces médicaments qui rapportent plus d'un milliard de dollars. Quand bien même les dépenses de recherche et développement (R+D) ont doublé en une décennie, l'homologation de nouveaux médicaments ne suit pas. Par contre les budgets de marketing ne cessent de croître

pour atteindre le tiers du chiffre d'affaires. Peu de nouveautés mises sur le marché se révèlent innovantes, à l'exception du prix de vente. A quoi il faut ajouter la pression croissante des pouvoirs publics qui, pour tenter de maîtriser les coûts de la santé, exigent des baisses de prix et des preuves tangible d'efficacité thérapeutique. Bref la productivité de l'industrie pharmaceutique décline, tout comme sa crédibilité auprès de l'opinion publique. Trop de scandales ont écorné son image de bon samaritain – ententes cartellaires, mise sur le marché trop rapide de médicaments aux effets secondaires néfastes, publication sélective des essais cliniques au détriment des résultats négatifs, campagnes de marketing relevant plus de la propagande que de l'information.

PricewaterhouseCoopers se préoccupe d'abord de la rentabilité future de la branche. Et de conseiller à cette dernière de s'affranchir de la dépendance des *blockbusters* et, pour minimiser les échecs, de mieux connaître les pathologies avant de consentir à de coûteuses recherches de nouvelles molécules. Par ailleurs le cabinet d'audit prévoit le développement de l'automédication et des exigences d'efficacité de la part des pouvoirs publics. Dans cette perspective, les pharmaceutiques devront modifier leur offre en ne proposant plus seulement un médicament, mais encore un ensemble de services (aide à la prescription, suivi du patient et gestion de la maladie) susceptibles d'optimiser son impact.

Pour une remise en cause plus fondamentale de l'industrie pharmaceutique, il faut consulter un ouvrage très documenté sur le prix des médicaments, publié l'an passé par les Editions d'En bas. Les auteurs soulignent la contradiction fondamentale de ce secteur économique: prétendre produire pour la santé publique dans les conditions du marché. En effet, la recherche pharmaceutique n'est pas orientée d'abord vers la santé publique mais vers la demande solvable. Cette contradiction ne pourra être levée que par un contrôle beaucoup plus serré de cette industrie, en matière de prix comme de sécurité et d'efficacité. Un contrôle justifié par le fait que la production de médicaments relève plus du service public que de la libre entreprise et du principe de la concurrence.

Pietro Boschetti, Pierre Gobet, Josef Hunkeler, Georges Muheim, *Le prix des médicaments. L'industrie pharmaceutique en Suisse*, Lausanne, 2006

Journalisme: la qualité contre la futilité

Un livre de Roger de Diesbach

Albert Tille (25 novembre 2007)

La qualité d'un journal paie sur le long terme. Dans un livre qui fait le bilan d'une carrière, Roger de Diesbach appelle ses confrères journalistes à résister aux éditeurs qui misent sur la facilité et la futilité pour faire vendre.

Les journalistes se sentent menacés. Les conditions matérielles et intellectuelles de leur travail se dégradent (DP 1750). Pour tenter de cerner la nature du malaise de la profession, le syndicat impressum tenait le 20 novembre une journée de débat sur la crédibilité de la presse. Coïncidence sans doute voulue, les éditions Slatkine sortaient le même jour *Presse futile, presse inutile*, un livre signé par Roger de Diesbach. L'ancien rédacteur en chef de *La Liberté*, un bloc d'honnêteté et de pugnacité, y dresse un diagnostic sans complaisance du changement de mentalité des grands patrons de presse de Suisse romande. Les éditeurs ont tendance à oublier le rôle essentiel de contre-pouvoir de la presse. Ils croient fouetter leurs tirages en transformant leurs journaux en feuilles de caniveau. Ils demandent à leurs rédactions des articles de complaisance